

La Conquête et l'école de Montréal

Jean Lamarre

Number 99, 2009

La guerre de la conquête

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/6714ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lamarre, J. (2009). La Conquête et l'école de Montréal. *Cap-aux-Diamants*, (99), 42-47.

LA CONQUÊTE ET L'ÉCOLE DE MONTRÉAL

PAR JEAN LAMARRE

Guy Frégault, Maurice Séguin et Michel Brunet ont constitué ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'École de Montréal. On peut ici parler d'une école historique au sens fort du terme parce que, non seulement l'interprétation d'ensemble mise de l'avant par ces historiens au cours des années 1950 est en rupture avec la tradition historiographique antérieure, mais cette interprétation a aussi suscité une grande unanimité entre eux.

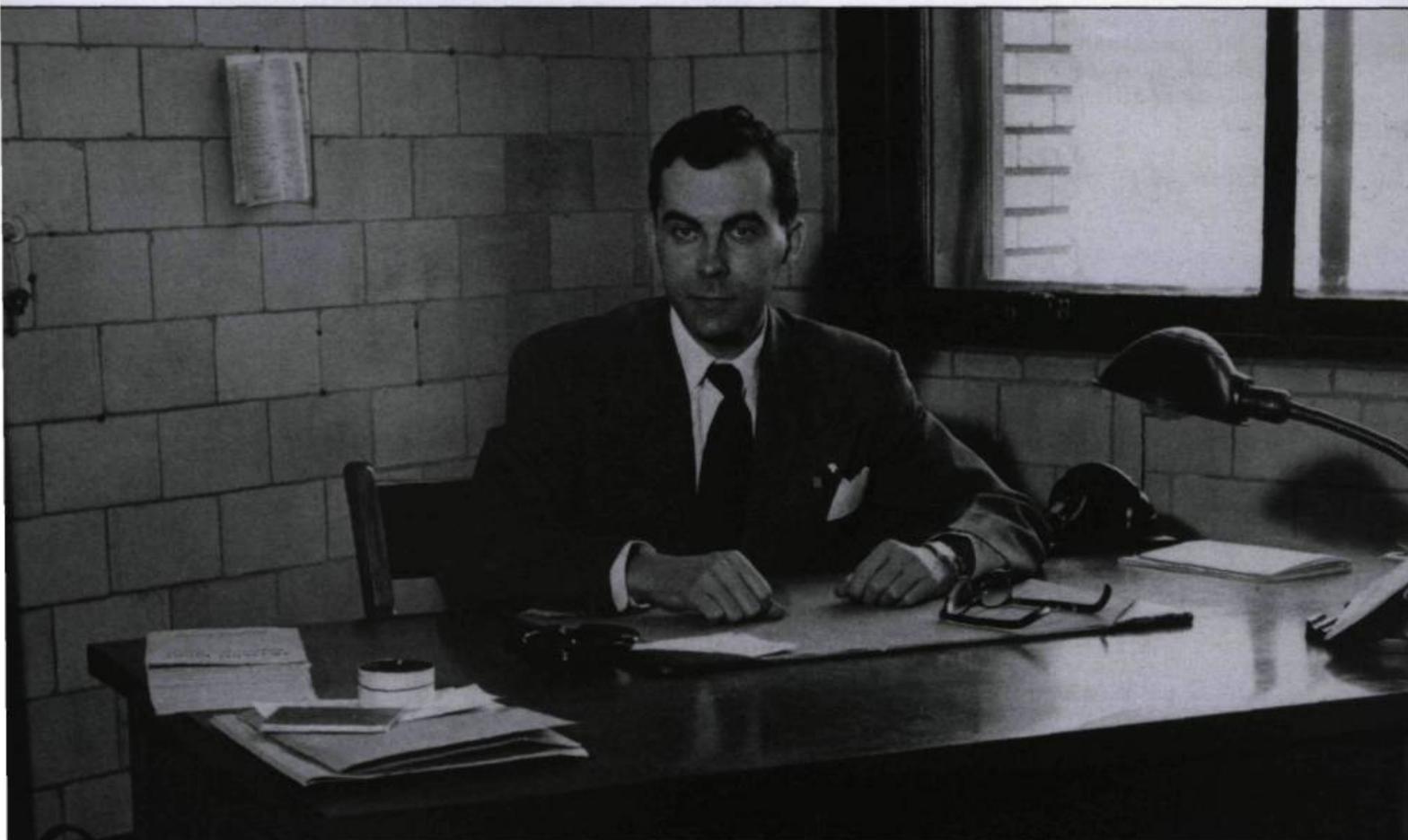
LES LIEUX COMMUNS DE LA TRADITION NATIONALISTE DE L'ÉPOQUE

Chaque époque véhicule ses lieux communs qui lui apparaissent comme autant d'aires de vérités indiscutables. Ils forment l'essentiel de la référence partagée par une communauté. Au milieu des années 1940, la référence partagée sur laquelle s'appuyait l'identité nationale des Canadiens français, comme on disait à cette époque,

reposait sur trois piliers principaux : la langue française, la religion catholique et la vocation agricole. Alors que la référence à la religion catholique allait s'écrouler comme élément constitutif de la nationalité au cours des années 1960, la vocation agricole avait commencé à être malmenée dès les années 1930. Avec l'urbanisation et l'industrialisation accélérées qui s'installent à partir de la Deuxième Guerre mondiale, la vocation agricole allait devenir de plus en plus une réalité abstraite.

Quant à la tradition historiographique canadienne-française, elle véhiculait, depuis un bon moment déjà, une représentation de surcroît – le « miracle de la survivance » – qui unissait en une perspective commune ces trois fondements de l'identité nationale. Selon cette tradition, si les Canadiens français ont survécu, c'est qu'ils sont demeurés unis derrière leurs élites sociales dans les luttes qu'ils ont eu à mener pour conserver leur langue, leur religion et leur mode de vie

■
Guy Frégault (1918-1977), historien, fonctionnaire et professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal, vers 1945. (Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Guy-Frégault (P168), Ph95-123.)



agricole. Avec la Conquête, la lutte armée contre l'Amérindien et l'Anglais s'est tout simplement déplacée vers l'arène politique. Malgré la sévérité de cette dernière épreuve, elle a été – somme toute – surmontée puisque les Canadiens français avaient réussi à conserver ce qui constitue l'essentiel de leur identité nationale, malgré les menaces d'assimilation subséquentes. Même qu'avec la naissance de la Confédération, ils avaient réussi à se faire reconnaître comme les égaux des Canadiens anglais puisqu'un pacte solennel a été scellé à cette occasion entre les deux peuples. La suite de l'histoire étant liée aux luttes politiques menées par les Canadiens français pour faire respecter ce pacte.

LA CONQUÊTE CONSTITUE LE FAIT CENTRAL DE NOTRE HISTOIRE

À cette représentation où l'action des individus – des héros, des saints, des missionnaires, du clergé et des grands hommes politiques – explique le déroulement et le sens de l'action historique, les historiens de l'École de Montréal allaient substituer une représentation conceptuelle et systémique du devenir de la nation. Pour ces derniers, une nation ne se résume pas à la sphère culturelle. Elle est, tout à la fois, une réalité économique, politique, sociale et culturelle. Pour ces historiens, une société « normale » est une société qui pense et agit avec toutes ses composantes à la fois.

À la différence de ce que véhiculaient le discours nationaliste et la tradition historiographique antérieure, les historiens de l'École de Montréal opposent le fait qu'une société coloniale est tout sauf une société agricole. C'est une société commerciale par définition, activité qu'elle développe en lien avec la métropole qui lui a donné naissance et dont elle est le reflet dans sa structure sociale et ses modes d'activités. Dans les débuts, une métropole joue un rôle central dans l'orientation générale des activités de la colonie. Puis, avec le développement économique, l'occupation réussie du territoire et l'accroissement démographique, une colonie en vient à développer une personnalité propre qui l'amène à vouloir s'émanciper de sa métropole : soit graduellement comme le Canada ou par une révolution violente, comme les États-Unis.

Pour les historiens de l'École de Montréal, la Conquête représente une catastrophe parce qu'elle allait provoquer le remplacement d'une source de colonisation par une autre, pulvériser les cadres sociaux de la société de la Nouvelle-France pour les remplacer par ceux d'une autre métropole et refouler les Canadiens dans l'agriculture. D'une société diversifiée, qui contrôlait son développement avec l'appui de sa métropole, elle est devenue une société « anormale » dont l'activité économique principale se résume à l'agriculture, alors que les principaux leviers politiques et économiques lui échappent.



(Reproduction interdite)

Lorsque la France, un jour, prodigue de sa gloire,
Fit notre Canada du sang pur de son coeur,
O drapeau fleur-de-lys, tu mis sur notre histoire,
Le lustre éblouissant de ta vieille splendeur!

Dans un deuxième temps, une fois les Canadiens anglais devenus majoritaires, à la suite du renversement démographique du milieu du XIX^e siècle, il devenait possible d'instituer, avec la proclamation de la Confédération canadienne, la représentation proportionnelle à la population et de « provincialiser » les Canadiens français. C'est là, selon ces historiens, le dernier acte qui vient sceller définitivement le sort de la nation canadienne-française. La création de la province de Québec et du Canada marque l'annexion définitive des Canadiens français à une autre nation devenue majoritaire qui poursuit ses propres objectifs. Ne restait aux Canadiens français que le choix de s'imaginer que la survivance nationale et le mode de vie agricole étaient de grandes choses. Mais, pour les historiens de l'École de Montréal, pour vivre vraiment, pour vivre pleinement, on ne peut se contenter seulement de survivre.

Le chanoine Lionel Groulx (1878-1967), historien national. Il est l'inspirateur de l'École historique de Montréal qui insiste sur les effets de la Conquête pour expliquer la thèse du recul des Canadiens français. Carte postale avant 1948. (Coll. Yves Beauregard).



■ Maurice Séguin est né en 1918 à Horse Creek en Saskatchewan et il est décédé en 1984. Historien, il fit carrière à l'Université de Montréal. (Banque d'images de Cap-aux-Diamants, Ph 92-254).

C'est pourquoi la Conquête apparaît aux historiens de l'École de Montréal comme l'événement central de l'histoire des Canadiens français. Elle permet, selon eux, d'expliquer l'origine de leur infériorité économique et des divers retards qu'ils ont accumulés comparativement aux autres sociétés occidentales de l'époque, tout en ruinant ses chances de devenir un jour une nation autonome. Même la tradition nationaliste dominante et l'interprétation du passé qui l'accompagne leur apparaissent comme le signe d'une aliénation collective profonde et subtile qui découle des conséquences de cet événement. En somme, non seulement la Conquête est une épreuve qui n'a pas été surmontée, mais ses conséquences diversifiées se font toujours ressentir dans le présent, même dans la conscience nationale.

LES ORIGINES CONCEPTUELLES DE CETTE NOUVELLE INTERPRÉTATION

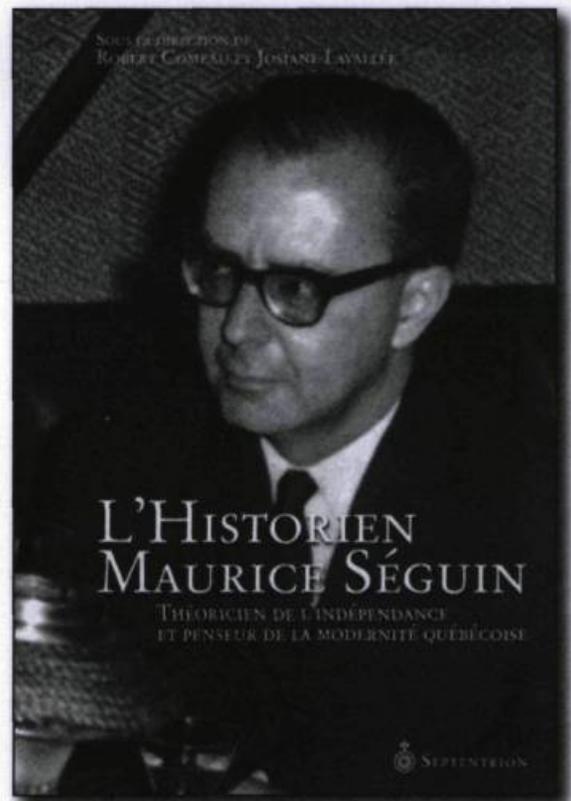
Au cours des années 1940, l'histoire politique et nationale apparaissait comme définitive, comme s'il n'y avait plus rien à ajouter. C'est pourquoi, lorsqu'il entreprend ses études doctorales, Maurice Séguin décide de se tourner vers l'histoire économique en s'attachant au phénomène de l'exode rural qui frappe de plein fouet les Canadiens français depuis le dernier quart du XIX^e siècle.

Étant donné que l'histoire économique était un genre peu pratiqué par les historiens canadiens-français, Séguin est allé puiser l'essentiel de son argumentaire chez les économistes américains, anglais et français. De même, il a lu l'essentiel des grandes œuvres issues des nouvelles tendances de l'historiographie canadienne-

anglaise qui donnent, à partir des années 1930, une place prépondérante à l'activité économique plutôt qu'au politique pour expliquer l'évolution qui a mené à l'émergence du Canada comme nation autonome. On se retrouve ainsi devant l'étrange situation où l'histoire des Canadiens français est réinterprétée à partir d'influences extérieures : des sciences économiques et de l'historiographie canadienne-anglaise.

Des économistes qu'il a lus, Séguin en a retenu que, contrairement à ce qui était véhiculé à l'époque, les difficultés qu'a connues l'agriculture au Québec ne sont pas liées à des facteurs d'ordre circonstanciel, comme le manque de terre agricole ou l'absence de vision de certains politiciens. C'est la logique même de la croissance économique qui fait en sorte qu'avec l'apparition de l'industrialisation, la demande pour les produits agricoles et leur prix de base n'augmentent pas au même rythme que les revenus moyens de la population. Même si le revenu des agriculteurs est à la hausse, il ne parvient pas à suivre l'évolution des salaires. L'exode rural devient une conséquence de la croissance et de la diversification des activités économiques, une loi du marché.

Les historiens canadiens-anglais véhiculaient pour leur part l'idée que, contrairement à l'idée reçue de leur propre tradition historiographique qui se confinait à l'histoire politique, la naissance du Canada n'était pas le résultat d'une évolution politique graduelle, qui l'a fait passer de l'état de colonie à celui de nation : ce développement



Robert Comeau et Josianne Lavallée (dir). *L'historien Maurice Séguin. Théoricien de l'indépendance et penseur de l'identité québécoise*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2006, 188 p.



Michel Brunet (1917-1985), historien, essayiste et professeur. Il a publié de nombreux volumes et articles. Sur cette photo de 1965, il apparaît à gauche en compagnie du chanoine Lionel Groulx et de Roger Gaudry, recteur de l'Université de Montréal. (Banque d'images de Cap-aux-Diamants, Ph92-041).

graduel reposait avant tout sur des fondements géographiques et économiques, dont l'émancipation politique envers la métropole n'était qu'une conséquence. L'orientation est-ouest du fleuve et du système des Grands Lacs avait favorisé une colonisation du territoire basée sur l'exploitation commerciale de certains produits de base pour lesquels existait une demande métropolitaine. Au commerce de la morue a succédé celui de la fourrure, puis du bois. La construction du chemin de fer, à la fin du XIX^e siècle, n'a fait que prolonger cette orientation est-ouest qui a donné naissance au Canada comme nation autonome. Pour ces historiens canadiens-anglais, le Canada n'était pas une société paysanne, mais un « empire commercial » qui s'est édifié de manière continue.

Cette rencontre de perspectives esquissées par des économistes et des d'historiens extérieurs au Canada français permettait de mettre en relief qu'une nation ne se résumait pas au culturel ou au politique. Elle apparaissait comme la résultante d'une interaction entre le développement économique, le politique, le social et le culturel.

Cette interaction qui s'institue entre les diverses composantes d'une nation allait pleinement ressortir pour les historiens de l'École de Montréal autour d'une question de fond. Comment expliquer que leurs contemporains limitent leur conception de la colonisation à celle du défricheur, qui essaime d'une terre à l'autre, alors que la colonisation implique le développement intégral des activités d'une société sur un territoire? Cela signifie que le changement de métropole n'a

pas seulement fait en sorte que les Canadiens ont d'abord été refoulés dans l'agriculture, puis ensuite provincialisés : leur conception même de la nation et de la colonisation a subi une déformation analogue. Signe manifeste d'une condition sociale et économique inférieure, ils ont hissé l'agriculture au rang de fondement identitaire. Et plutôt que de pouvoir vivre pleinement comme nation en contrôlant les principaux leviers économiques et politiques, ils ont dû se contenter de proclamer le « miracle de la survivance », emblème additionnel pour ces historiens d'une vie nationale atrophiée.

UNE SOCIÉTÉ COLONIALE COMME LES AUTRES

On l'aura compris, le concept de colonisation est au cœur de l'interprétation des conséquences de la Conquête. Ce concept exprime l'idée qu'une société coloniale « normale » entretient des activités diversifiées avec l'appui de sa métropole, activités qui font passer cette société d'un stade de développement à un autre pouvant éventuellement mener à la naissance d'une nation nouvelle. Pour ces historiens, la Conquête a plutôt eu pour effet de faire passer la nation canadienne-française d'un stade de petite colonisation à celui de nation annexée.

Guy Frégault n'était pas homme à se laisser influencer facilement. Spécialiste de la Nouvelle-France, il a publié plusieurs ouvrages, à caractère géographique surtout, avant de signer son œuvre maîtresse : *La guerre de la Conquête*.

Dans ses recherches antérieures, Frégault a bien vu que la Nouvelle-France était une société commerciale plutôt qu'agricole qui s'employait à coloniser le territoire au sens plein du terme. L'entreprise de colonisation de la métropole française pouvait peut-être laisser à désirer par sa vigueur, comparativement à la colonisation anglaise qui se déroulait dans le même temps plus au sud, mais c'était une entreprise de colonisation métropolitaine quand même.

Dans son ouvrage, il s'emploie à mettre en relief les ressemblances qui existent entre ces deux colonies. Elles présentent l'image de sociétés « normales », ni tout à fait urbaine ni tout à fait rurale, ayant chacune à leur tête une oligarchie qui poursuit ses propres visées de développement. Les deux métropoles sont également des États-nations modernes, capitalistes, qui pratiquent le commerce. Pour Frégault, rien ne ressemble plus à une entreprise de colonisation qu'une autre.

C'est pourquoi, la guerre de la Conquête dans ses mobiles, son déroulement et son dénouement est un conflit entre deux entreprises de colonisation adverses qui ne peuvent espérer assurer l'expansion de leurs activités que sur les ruines de l'autre. Si elles sont entrées en conflit, c'est pour « dominer et ne pas être dominées ». L'enjeu de la guerre est à la fois économique, politique, social et géographique. Si la Nouvelle-France a perdu, ce n'est pas lié à la défaite de la bataille des plaines d'Abraham. Pour gagner, il aurait fallu que la métropole française, un siècle auparavant, prenne plus au sérieux son entreprise de colonisation.

Selon Frégault, contrairement à l'image véhiculée à son époque, une défaite « défait ». La société coloniale française a été pulvérisée dans ses cadres et dans sa capacité d'orienter par elle-même son devenir. Avec la Conquête, on ne change pas de chapitre, on « ferme le livre ». L'indice le plus sûr de cet effondrement, Frégault l'aperçoit dans le spectacle désolant qu'offre notre littérature sous le Régime britannique au XIX^e siècle.

MESSIANISME, AGRICULTURISME ET ANTI-ÉTATISME

Quant à Michel Brunet, il va prendre le bâton du pèlerin pour laisser libre cours à son âme de tribun. Prenant part, tous azimuts, aux

débats qui font rage au cours des années 1950, il va s'employer à combattre plus directement les déformations de l'esprit de ses contemporains qui découlent de la Conquête. Pour qualifier ces déformations, il va forger trois néologismes : l'agriculturisme, le messianisme et l'anti-étatisme. Ils constituent, selon lui, les « trois dominantes de la pensée canadienne-française ».

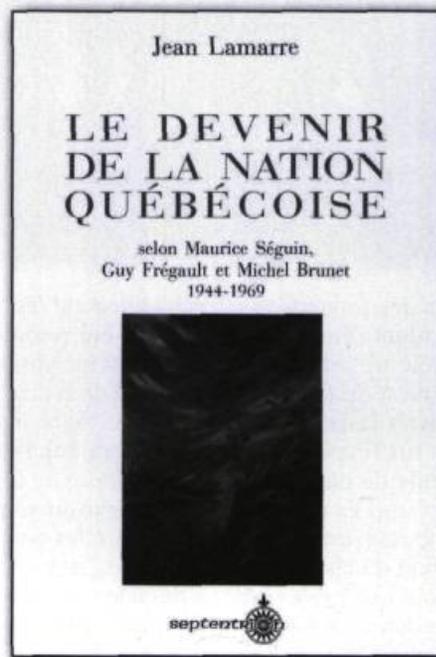
L'agriculturisme désigne avant tout une représentation idéalisée du passé qui permet en contrepartie de refuser le présent et d'en condamner les tendances sociales et économiques émergentes. Le messianisme, pour sa part, prend appui sur l'agriculturisme, l'agriculture constituant l'assise matérielle qui, selon ses adeptes, allait donner naissance à une civilisation, française et catholique, supérieure au matérialisme ambiant en Amérique. Ces deux dominantes de la pensée apparaissent à Brunet comme un « processus de compensation bien connu des psychologues ».

La dernière dominante est d'une autre encre. Elle est aussi, selon Brunet, la plus insidieuse pour l'avenir de la nation canadienne-française. Elle repose sur l'idée qu'il est possible d'organiser la vie économique et sociale sans l'appui de l'État. Il faut voir aussi qu'à cette époque le gouvernement fédéral, dans une volonté de centralisation sans précédent, cherche à étendre sa juridiction à des domaines relevant des provinces dans l'objectif de créer un État national unitaire. La querelle entourant le financement des universités et les déchirements auxquels elle a donné lieu au Québec à la fin des années 1950, étant l'exemple le plus manifeste de cette volonté de centralisation.

Pour Brunet, l'anti-étatisme est une attitude nuisible parce qu'elle permet à la nation majoritaire d'agir à la place de la nation minoritaire, tout en lui pavant le terrain pour ce faire. En un mot, les Canadiens français qui cultivent l'anti-étatisme ne savent pas reconnaître le rôle que doit jouer un État, même provincial, pour une nation.

UNE HISTOIRE « NOIRE », « NATIONALISTE »

L'accueil réservé à cette nouvelle interprétation de l'histoire n'a pas été tendre. Pour les tenants du nationalisme traditionnel, c'est là une « histoire noire », une représentation insoutenable.



En 1993, l'auteur a publié aux Éditions du Septentrion *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, un ouvrage de 568 pages.

Quant à la nouvelle intelligentsia, qui émerge dans le sillage de l'expansion des universités, elle la rejette du revers de la main parce que nationaliste. Il faut dire qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il est à la mode de condamner le nationalisme. Mais cette intelligentsia applaudit les nouvelles politiques centralisatrices de la nation majoritaire parce qu'elles leur apparaissent comme « modernes », comparativement au caractère rétrograde des institutions et des politiques issues du régime de Maurice Duplessis.

À plus long terme, cette interprétation du devenir de la nation allait permettre, influence parmi tant d'autres, de rénover l'argumentaire nationaliste et de donner naissance, au cours des années 1960, au néo-nationalisme québécois et aux mouvements souverainistes. ♦

Pour en savoir plus :

Jean Lamarre. *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*. Québec, Les éditions du Septentrion, 1993, 568 p.

Jean Lamarre est détenteur d'un doctorat en sciences sociales de l'Université Laval (1992) consacré à l'École historique de Montréal.



**La Société de généalogie de Québec
fait la promotion et encourage
la recherche en généalogie
depuis 1961**

*Plus de 10 000 documents disponibles au
centre Roland J. Anger:
répertoires et dictionnaires,
histoires de familles, revues de généalogie,
livres de référence en généalogie,
bibliothèque virtuelle et bases de données.
Visites de groupe disponibles*

Société de généalogie de Québec
Pavillon Louis-Jacques-Casault, local 3142
1055, avenue du Séminaire
Cité universitaire, arr. Sainte-Foy, Québec
Tél.: 418 651-9127 ou Téléc.: 418 651-2643
www.sgq.qc.ca



» Vers un monde meilleur

Prémédia • Impression • Finition • Distribution

Chez Imprimeries Transcontinental, nous préparons un monde meilleur pour les générations présentes et futures grâce à des pratiques commerciales durables qui protègent l'environnement. De l'utilisation de papiers recyclés et d'encre végétale à l'obtention de la certification FSC, en passant par nos pratiques de production respectueuses de l'environnement, nous améliorons le monde d'aujourd'hui pour assurer un avenir meilleur.

Transcontinental Québec, fière partenaire de Cap-aux-Diamants.

